«Touche pas à ma ZEP», ça continue, jusque au bout !

Comme promis par les enseignant-e-s et élèves mobilisé-e-s pour sauver les ZEP (zone d'éducation prioritaire), une nouvelle journée d'action a eu lieu jeudi 5 janvier avec un rassemblement près de Science Po à Paris, qui s'est dirigé ensuite vers l'Assemblée Nationale.

En l'absence de réponse du ministère à leurs revendications depuis maintenant de nombreux mois (carte élargie de l'Éducation Prioritaire aux lycées, réduction de la taille des classes, moyens supplémentaires, stabilités des équipes, etc.)[1], les enseignant-e-s et élèves n'ont pas fait la rentrée ce mardi 3 janvier avec plus de 50 établissements mobilisés dans les académies de Créteil, Versailles, Amiens, Lille, Aix-Marseille, avec même 70 % de grévistes dans certains lycées et quelques établissement fermés.

Toujours organisé-e-s au sein du collectif «Touche pas à ma ZEP»[2] et autour de l'appel éponyme, qui permet de regrouper et d'organiser la lutte, cette bataille tient dans le temps. Depuis la rentrée en septembre, il y a eu une agitation continue, un travail de conviction et d'organisation impressionnant, donnant lieu à des AG et à plusieurs journées de grève et de mobilisations les 29 septembre, 11 octobre, 17 novembre, 29 novembre, et maintenant à la rentrée de janvier ! À cela s'ajoute l'appui de plusieurs organisations syndicales locales et nationales (CGT, FSU, CNT-SO, SUD éducation, etc.) qui appellent à prolonger la grève. Il a d'ailleurs été monté une caisse de grève : https://www.tilt.com/tilts/caisse-de-greve-touche-pas-ma-zep.

Ce jeudi donc, un cortège a réuni 400 professeur-e-s et élèves, essentiellement de banlieue parisienne, devant Science Po (faisant écho aux 15 ans des conventions pour permettre à des élèves de l'éducation prioritaire de réussir le concours). Ce cortège s'est ensuite dirigé vers l'Assemblée Nationale en faisant une pause rue de Solférino : «c'est l'éducation qui est prioritaire, pas les primaires». À Marseille aussi, la mobilisation a belle et bien pris, avec là encore un cortège de 400 personnes.

Pourquoi ce mouvement ?

Derrière une pseudo volonté du ministère de l'éducation de revitaliser l'éducation prioritaire, c'est moins de moyens, la sortie annoncée des lycées du dispositif nouvellement nommé «REP». L'argument avancé par la ministre est celui de la priorité donnée à la scolarité obligatoire dans la refondation de l'éducation prioritaire, mais en quoi cela justifie-t-il le fait **que l'éducation prioritaire doivent s'arrêter à 14 ans ? Pourquoi délaisser les lycées qui ont le plus besoin de moyens et de cadre solide pour accompagner des élèves souvent les plus défavorisé-e-s.**

Bien évidemment, la première conséquence sera la dégradation des conditions d'enseignement et de réussite des élèves : encore plus d'élèves par classe (déjà en sur effectif, même pour les non ZEP), baisse d'offre d'options, etc., et encore moins de moyens pour les agents des établissements (personnel de vie scolaire, plus de personnel d'entretien et de restauration). Par ailleurs, les personnels perdront leur prime ZEP et leurs bonifications pour les mutations, et ceci aura pour conséquence un plus gros *turn-over* des équipes pédagogiques dont la stabilité est essentielle à la réussite des élèves.

Les revendications du mouvement sont :

- **la mise en place d'un statut et d'une carte élargie de l'éducation prioritaire pour les lycées,**
- **la garantie d'effectifs limités,**
- **des moyens supplémentaires et de compensations spécifiques pour l'ensemble des personnels, assurant ainsi la stabilité des équipes.**

Poursuivre et amplifie

De façon abjecte, la ministre Najat Valaud-Belkacem a fourni des semblant de réponses qui sont inacceptables.

450 postes annoncés : l'attribution de ces postes aux «lycées les plus défavorisés» n'a rien de précis, c'est du flou grossier, pour masquer une non-réponse, et permettant au passage de désolidariser les établissements bénéficiaires et las autres. Il s'agit d'ailleurs d'une mesure pour la seule rentrée 2017, rien de pérenne donc !

Refus de rencontrer une délégation, et renvoi à un éventuel prochain quinquennat : jusqu'à présent, la ministre a toujours refusé de recevoir une délégation du collectif «Touche pas à ma ZEP», et, tout en déclarant que les revendications des enseignant-e-s étaient légitimes, elle renvoie la question de la carte élargie à un éventuel prochain quinquennat. En gros : réélisez-nous, et on fera le nécessaire… Vaste fumisterie.

L'enjeu donc est de ne rien lâcher et d'amplifier le mouvement. Il s'agit là d'un

mouvement qui dure, c'est en soi une belle réussite, et le chemin accompli est déjà une victoire. Pour espérer faire reculer le gouvernement, les enseignant-e-s et élèves mobilisé-e-s veulent impliquer les collèges (pour l'instant épargnés mais pour combien de temps?), les élèves et les parents d'élèves. Le collectif «Touche pas à ma ZEP» est une force précieuse pour l'auto-organisation de la lutte, ce collectif étant soutenu, au moins sur le papier, par les syndicats.

L'éducation à deux vitesses est un outil précieux pour la classe dirigeante, on le voit par la baisse de moyen de la maternelle à l'université, des classes de plus en plus chargées, des enseignants de plus en plus dans la précarité (matérielle et d'emploi comme à l'université avec les politiques d'autonomie). Les classes sociales supérieures ont moins besoin de conditions favorables, alors que peu de moyens favorise la reproduction sociale. À tous les niveaux, l'éducation, la formation, est attaquée, toujours plus au service du marché, c'est aussi tout cela qu'il faut combattre. Luttons toutes et tous pour une meilleure éducation en s'inspirant de ce mouvement «Touche pas à ma ZEP» qui est un bel exemple !

1http://tendanceclaire.org/article.php?id=1086

2https://www.facebook.com/touchepasmazep/ et https://twitter.com/tpamz

Lucas Battin, le 6 janvier 2017